

5. Disposer de moyens administratifs et comptables permettant l'exécution de la comptabilité matière prescrite par l'article 5, par 3 de l'arrêté royal du 31 juillet 1972.

L'agrément est retirée dès que ces conditions ne sont plus remplies.

Art. 6. L'arrêté ministériel du 27 octobre 1971 modifiant l'arrêté ministériel du 16 janvier 1970 pris en exécution de l'arrêté royal du 29 août 1968 relatif aux modalités de l'octroi des aides pour le lait cérémé en poudre destiné à l'alimentation des animaux et pour le lait cérémé transformé en aliments composés pour animaux est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er novembre 1972.

Bruxelles, le 20 novembre 1972.

5. Over een administratie en boekhouding beschikken die de uitvoering van de in artikel 5, lid 3, van het koninklijk besluit van 31 juli 1972 voorgeschreven voorraadboekhouding mogelijk maken.

Zodra deze voorwaarden niet meer vervuld zijn wordt de erkenning ingetrokken.

Art. 6. Het ministerieel besluit van 27 oktober 1971 tot wijziging van het ministerieel besluit van 16 januari 1970 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 29 augustus 1968 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de toekenning van steun voor afgevoerd melkpoeder voor voederdoeleinden en voor tot diervoeder verwerkte afgeroomde melk wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 november 1972.

Brussel, 20 november 1972.

L. TINDEMANS

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

28 NOVEMBRE 1972. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 novembre 1961 instaurant des conditions d'exercice de la profession de courtier d'assurances dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, notamment l'article 19, § 2 (1);

Vu l'arrêté royal du 25 février 1971 fixant les mesures d'exécution de la loi du 15 décembre 1970 (2);

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 1961 instaurant des conditions d'exercice de la profession de courtier d'assurances dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie (3);

Vu la consultation de la Fédération des Producteurs d'assurances de Belgique effectuée le 10 avril 1972;

Vu la consultation du Conseil supérieur des Classes moyennes effectuée le 10 avril 1972;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'intitulé de l'arrêté royal du 14 novembre 1961 instaurant des conditions d'exercice de la profession de courtier d'assurances dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté royal instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle de courtier d'assurances dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat. »

Art. 2. L'article 1er du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. L'activité professionnelle de courtier d'assurances ne peut être exercée, à titre principal ou accessoire, dans une petite ou moyenne entreprise du commerce ou de l'artisanat, que pour autant que soient réalisées les conditions prescrites par le présent arrêté. »

(1) *Moniteur belge* du 20 mars 1971.

(2) *Moniteur belge* du 20 mars 1971.

(3) *Moniteur belge* du 7 décembre 1961.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

28 NOVEMBER 1972. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 november 1961 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van het beroep van verzekeringsmakelaar in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 15 december 1970 op de uitoefening van beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen, inzonderheid op artikel 19, § 2 (1);

Gelet op het koninklijk besluit van 25 februari 1971 tot vaststelling van de uitvoeringsmaatregelen van de wet van 15 december 1970 (2);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 1961 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van het beroep van verzekeringsmakelaar in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen (3);

Gelet op de raadpleging van de Federatie der Producenten in assuranties van België, die plaatsvond op 10 april 1972;

Gelet op de raadpleging van de Hoge Raad voor de Middenstand, die plaatsvond op 10 april 1972;

Gelet op de wet van 23 december 1946 tot instelling van een Raad van State, inzonderheid artikel 2, lid 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en Middenstand en van Onze Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het opschrift van het koninklijk besluit van 14 november 1961 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van het beroep van verzekeringsmakelaar in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen wordt door het volgende opschrift vervangen :

« Koninklijk besluit tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van verzekeringsmakelaar in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen. »

Art. 2. Artikel 1 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. De beroepswerkzaamheid van verzekeringsmakelaar mag, als hoofd- of bijberoep, slechts worden uitgeoefend in een kleine of middelgrote handels- of ambachtsonderneeming, voor zover is voldaan aan de in dit besluit bepaalde eisen. »

(1) *Belgisch Staatsblad* van 20 maart 1971;

(2) *Belgisch Staatsblad* van 20 maart 1971;

(3) *Belgisch Staatsblad* van 7 december 1961.

Art. 3. L'article 4 du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

* Art. 4. L'attestation prévue à l'article 5 de la loi du 15 décembre 1970 ne peut être délivrée à une personne désireuse d'exercer l'activité professionnelle de courtier d'assurances que pour autant qu'il soit prouvé, dans les conditions prévues au même article, que sont réunies toutes les connaissances énumérées ci-après :

1° les connaissances de gestion prévues à l'article 8 de l'arrêté royal du 25 février 1971 fixant les mesures d'exécution de la loi du 15 décembre 1970;

2° les connaissances professionnelles suivantes :

A. Connaissances techniques :

Historique et développement de l'assurance en Belgique; loi du 11 juin 1874. Principes généraux; la proposition; la police; les avenants; les sinistres.

Technique succincte des différentes branches de l'assurance : accidents, incendie, vol, bris de machines, vie, transports. Droit élémentaire de l'assurance.

B. Notions élémentaires de droit fiscal et social se rapportant à la profession :

la protection et la sécurité sociale des travailleurs;

l'organisation professionnelle, la déontologie et notamment les règles admises en Commission paritaire nationale pour les entreprises de courtage et agences d'assurances et par la Commission du Marché commun du Bureau International des Producteurs d'assurances et de réassurances. *

Art. 4. Les articles 5 et 6 du même arrêté royal sont remplacés par les dispositions suivantes :

* Art. 5. § 1er. Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 8, § 1er de la loi du 15 décembre 1970, doivent être considérés comme apportant la preuve des connaissances de gestion, les porteurs d'un des titres énumérés à l'article 6, a, de la même loi ou à l'article 32 de l'arrêté royal du 25 février 1971 fixant les mesures d'exécution de cette loi.

§ 2. Sans préjudice des mêmes dispositions, doivent être considérés comme apportant la preuve des connaissances professionnelles, les porteurs d'un des titres suivants :

1° un diplôme ou un certificat de fin d'études délivré par une école technique ou un cours technique du niveau secondaire inférieur correspondant à la profession envisagée;

2° un certificat de patronat correspondant à la profession envisagée et visé par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant les Classes moyennes dans ses attributions;

3° un certificat attestant la réussite d'une épreuve portant sur les connaissances professionnelles énumérées à l'article 4, 2° du présent arrêté, devant un jury central dont les membres sont nommés par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant les Classes moyennes dans ses attributions.

Ces titres ne seront toutefois pris en considération que pour autant que leur porteur ait effectué un apprentissage pratique de deux ans dans une section d'une école technique ou dans un cours technique.

L'apprentissage pratique pourra également être accompli, soit auprès d'un ou plusieurs courtiers d'assurances, soit dans une ou plusieurs entreprises d'assurances, mais dans ce cas, dans les services divers assurant au candidat les connaissances techniques élémentaires des différentes branches d'assurances.

La durée de l'apprentissage pratique sera réduite à un an pour les porteurs d'un diplôme universitaire.

L'année d'apprentissage dans une section d'école technique ou dans un cours technique ne pourra être prise en considération que pour autant qu'elle comporte un minimum de cent heures de pratique en assurances.

La preuve de cet apprentissage sera fournie par un certificat délivré par la section d'école technique, par le cours technique, par les courtiers d'assurances ou par les dirigeants des entreprises d'assurances où cet apprentissage a été suivi. La signature de chefs d'entreprise sera légalisée par le bourgmestre de la commune où l'apprentissage a été suivi.

A défaut de pouvoir produire ce certificat, la preuve de la réalité de l'apprentissage pourra être apportée par tout autre moyen de droit.

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

* Art. 4. Het getuigschrift bedoeld bij artikel 5 van de wet van 15 december 1970 mag aan een persoon die de beroeps werkzaamheid van verzekeringsmakelaar wenst uit te oefenen slechts worden uitgereikt voor zover, onder de bij hetzelfde artikel bepaalde voorwaarden, bewezen wordt dat aan al de hierna opgesomde kennis werd voldaan :

1° de kennis van bedrijfsbeheer bedoeld bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 februari 1971 tot vaststelling van de uitvoeringsmaatregelen van de wet van 15 december 1970;

2° de volgende beroepskennis :

A. Technische kennis.

Wordingsgeschiedenis en ontwikkeling van het verzekeringswezen in België; de wet van 11 juni 1874. Algemene beginselen; het voorstel; de polis; de bijlagen; de sinistres.

Bondige techniek der onderscheiden verzekeringsstakken, ongevallen, brand, diefstal, machinebreuk, leven, transport. Elementair verzekeringsrecht.

B. Grondbegrippen van fiscaal en sociaal recht in verband met het beroep :

bescherming en sociale zekerheid der arbeiders;

de bedrijfsorganisatie, de plichtenleer en namelijk de regelen aangenomen door het Nationaal Paritair Comité voor de makelarij en de verzekeringsagentschappen en door de Commissie der Gemeenschappelijke Markt van het « Bureau International des Producteurs d'assurances et de réassurances. »

Art. 4. De artikelen 5 en 6 van hetzelfde koninklijk besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

* Art. 5. § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 8, § 1 van de wet van 15 december 1970 moeten worden geacht het bewijs van de kennis van het bedrijfsbeheer te leveren, de houders van een van de akten opgesomd in artikel 6, a, van dezelfde wet of in artikel 32 van het koninklijk besluit van 25 februari 1971 tot vaststelling van de uitvoeringsmaatregelen van die wet.

§ 2. Onverminderd dezelfde bepalingen moeten worden geacht het bewijs van de beroepskennis te leveren, de houders van een van de volgende akten :

1° een diploma of een eindgetuigschrift uitgereikt door een technische school of een technische leergang van het lager secundair niveau voor het bewuste beroep;

2° een getuigschrift van patroonsbekwaamheid dat aan het beoogde beroep beantwoordt en geïviseerd werd door de Minister of de Staatssecretaris die de Middenstand onder zijn bevoegdheid heeft;

3° een getuigschrift waaruit het slagen blijkt voor een examen over de beroepskennis opgesomd in artikel 4, 2° van dit besluit, voor een centrale examencommissie waarvan de leden zijn benoemd door de Minister of de Staatssecretaris die de Middenstand onder zijn bevoegdheid heeft.

Deze akten kunnen evenwel slechts in aanmerking genomen worden voor zover de houder ervan een praktische leertijd van twee jaren heeft doorgemaakt in een afdeling van een technische school of in een technische leergang.

De leertijd kan eveneens doorgemaakt worden, hetzij bij een of meer verzekeringsmakelaars, hetzij in één of meer verzekeringsondernemingen, maar in dergelijk geval in de onderscheiden diensten, welke de kandidaat de grondtechnieken van de onderscheiden verzekeringsstakken verlenen.

Voor de houders van een universitaire diploma wordt de duur van de praktische leertijd op één jaar gebracht.

Het leerjaar in een afdeling van een technische school of in een technische leergang kan slechts in aanmerking komen voor zover het tenminste honderd uren praktijk in verzekeringen omvat.

Het bewijs van deze leertijd moet geleverd worden door middel van een getuigschrift uitgereikt door de afdeling van de technische school, door de technische leergang, door de verzekeringsmakelaars of door de leiders van de verzekeringsondernemingen waarin de leertijd werd doorlopen. De handtekening van de ondernemingshoofden moet gelegaliseerd worden door de burgemeester van de gemeente waar de leertijd verricht werd.

Indien het bedoelde getuigschrift niet kan worden voorgelgd, mag het bewijs dat de leertijd werkelijk werd doorgemaakt, worden geleverd door enig ander rechtsmiddel.

§ 3. Doivent aussi être considérés comme apportant la preuve des connaissances de gestion ceux qui prouvent une pratique commerciale ou artisanale exercée selon les modalités et dans les conditions fixées à l'article 6, b ou c, de la loi du 15 décembre 1970 et aux articles 34, 35 ou 36 de l'arrêté royal du 25 février 1971.

§ 4. Doivent aussi être considérés comme apportant la preuve des connaissances professionnelles, ceux qui prouvent avoir, pendant cinq ans au moins au cours des dix années précédant la demande d'attestation :

a) soit pratiqué en qualité de chef d'entreprise l'activité envisagée à l'article 2 du présent arrêté, ou assuré, sans être engagé dans les liens d'un contrat de louage de services, la gestion journalière d'une entreprise ou d'un établissement où s'exerçait cette activité;

b) soit participé à l'exercice de la même activité en qualité d'aidant d'un chef d'entreprise, d'inspecteur ayant appartenu pendant deux ans au moins à la catégorie des inspecteurs possédant de l'expérience technique ou d'employé dans une fonction dirigeante ayant appartenu pendant deux ans au moins à la catégorie moyenne du personnel des cadres d'exécution telles que ces catégories sont fixées dans les conventions collectives de travail en matière de calcul des salaires conventionnels conclues en Commission paritaire nationale pour les entreprises de courtage et agences d'assurances et rendues obligatoires par arrêté royal.

Les chefs d'entreprise ne peuvent se prévaloir de cette disposition que pour autant qu'ils aient été immatriculés au registre du commerce pendant toute la période prévue à l'alinéa 1er du présent paragraphe.

Lorsqu'ils ont été immatriculés conformément aux lois sur le registre du commerce coordonnées par l'arrêté royal du 20 juillet 1964, l'immatriculation doit mentionner les rubriques correspondant à l'activité requise.

Une activité ne peut en aucun cas être prise en considération lorsqu'elle est le fait d'une personne âgée de moins de dix-huit ans.

La preuve de cette activité sera faite au moyen des documents prévus aux articles 34, § 2, 35, § 2, ou 36, § 2, de l'arrêté royal du 25 février 1971, pour autant que ceux-ci présentent la nature de l'activité en question et, dans les cas prévus au littéra b ci-dessus, les fonctions ou les catégories requises.

A défaut de cette précision, la preuve complémentaire de la conformité de l'activité et, le cas échéant, de la fonction ou de la catégorie requise, pourra être apportée par tous moyens de droit, y compris les témoignages, pour autant que ceux-ci émanent d'un organisme public ou d'intérêt public ayant constaté le fait attesté, antérieurement à la demande, dans l'exercice de sa mission propre, ou, le cas échéant, d'un employeur du demandeur. »

Art. 5. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Sans préjudice de la dispense prévue par l'article 19, § 3 de la loi du 15 décembre 1970, ne sont pas soumises aux conditions de connaissances imposées, les personnes physiques qui, du 26 avril 1957 au 26 avril 1961, ont participé d'une manière habituelle et sous l'autorité et la surveillance d'un tiers, chez un ou plusieurs courtiers d'assurances aux activités décrites à l'article 2 du présent arrêté ou ont acquis dans les divers services d'une ou plusieurs entreprises d'assurances les connaissances techniques élémentaires des différentes branches d'assurances et qui le prouvent au moyen d'une attestation délivrée par l'administration communale, à la suite d'une demande introduite avant la date d'entrée en vigueur de la présente disposition.

» La période d'activité prévue ci-dessus sera réduite à deux ans pour les porteurs d'un diplôme universitaire. »

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

§ 3. Moeten eveneens geacht worden het bewijs van de kennis van het bedrijfsbeheer te leveren zij die blijk geven van een handels- of ambachtspraktijk beoefend naar de modaliteiten en in de voorwaarden bepaald bij artikel 6, b of c, van de wet van 15 december 1970 en bij de artikelen 34, 35 en 36 van het koninklijk besluit van 25 februari 1971.

§ 4. Moeten eveneens geacht worden het bewijs van de beroepskennis te leveren die bewijzen gedurende tenminste vijf jaar in de loop van de tien jaren die hun aanvraag om getuigschrift voorafgaan :

a) hetzij als ondernemingshoofd te hebben uitgeoefend de werkzaamheid, beoogd in artikel 2 van dit besluit, of zonder door een arbeidsovereenkomst te zijn gebonden het dagelijks beheer te hebben waargenomen van een onderneming of een inrichting, waar die werkzaamheid werd uitgeoefend;

b) hetzij aan de uitoefening van dezelfde werkzaamheid te hebben deelgenomen als helper van een ondernemingshoofd, als inspecteur die gedurende twee jaar tenminste behoorde tot de categorie van inspecteurs die technische ervaring bezitten of als bediende in een leidende functie, die gedurende twee jaar tenminste behoorde tot de middelbare categorie van het uitvoeringstafpersoneel zoals die categorieën vastgelegd zijn, op het vlak van het berekenen van de regelingslonen, bij de collectieve arbeidsovereenkomsten in het Nationaal Paritair Comité voor de makelij en de verzekeringsagentschappen gesloten en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

De ondernemingshoofden kunnen op deze bepaling slechts aanspraak maken voor zover zij in het handelsregister waren ingeschreven gedurende gans de tijdruimte, bepaald in lid 1 van deze paragraaf.

Wanneer zij overeenkomstig de bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 gecoördineerde wetten betreffende het handelsregister werden ingeschreven, dient de inschrijving de rubrieken te vermelden die met de vereiste werkzaamheid overeenstemmen.

In geen geval mag een werkzaamheid in aanmerking genomen worden die verricht werd door een persoon van minder dan achttien jaar oud.

Het bewijs van deze werkzaamheid moet geleverd worden door middel van de stukken bedoeld bij artikelen 34, § 2, 35, § 2, of 36, § 2, van het koninklijk besluit van 25 februari 1971, voor zover deze stukken de aard van de bewuste werkzaamheid en, in de gevallen bedoeld onder littéra b) hierboven, de vereiste functies of categorieën nauwkeurig aanduiden.

Wordt die nauwkeurige aanduiding niet gegeven, dan kan het aanvullend bewijs van de overeenstemming van de werkzaamheid en, in voorkomend geval, van de vereiste functie of categorie geleverd worden door enig ander rechtstreeks middel, met inbegrip van getuigenverklaringen voor zover die uitgaan ofwel van een openbaar organisme of organisme van openbaar nut dat het bevestigde feit op een vóór de aanvraag gelegen tijdstip en bij de uitvoering van zijn eigen taak heeft vastgesteld ofwel, in voorkomend geval, van een werkgever van de aanvrager. »

Art. 5. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 6. Onverminderd de vrijstelling waarin artikel 19, § 3 van de wet van 15 december 1970 voorziet, vallen niet onder toepassing van de gestelde eisen inzake kennis, de natuurlijke personen die van 26 april 1957 tot 26 april 1961, regelmatig en onder leiding en toezicht van een derde hebben deelgenomen, bij een of meer verzekeringsmakelaars aan de werkzaamheden beschreven in artikel 2 van dit besluit, of in de onderscheiden diensten van één of meer verzekeringsondernemingen de grondtechnieken van de onderscheiden verzekeringsbranches aanleerden en die zulks bewijzen door middel van een attest dat hun werd uitgereikt door het gemeentebestuur ingevolge een aanvraag die werd ingediend vóór de datum van de inwerkingtreding van deze bepaling.

De hierboven bepaalde activiteitsperiode wordt voor de houders van een universitair diploma op twee jaar gebracht. »

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 7. Notre Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 novembre 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

L. TINDEMANS

Le Secrétaire d'Etat
adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

A. STEVERLYNCK

Art. 7. Onze Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 november 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw en Middenstand,

De Staatssecretaris
toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand,

28 NOVEMBRE 1972. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 février 1962 instaurant des conditions d'exercice de la profession de coiffeur dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie, modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 1966

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1970, sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, notamment l'article 19 § 2 (1);

Vu l'arrêté royal du 25 février 1971, fixant les mesures d'exécution de la loi du 15 décembre 1970 (2);

Vu l'arrêté royal du 28 février 1962, instaurant des conditions d'exercice de la profession de coiffeur dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie, modifié par l'arrêté royal du 19 décembre 1966 (3) (4);

Vu la consultation de la Fédération nationale des coiffeurs de Belgique et du Cercle des coiffeurs, effectuée les 10 avril et 26 juin 1972;

Vu la consultation du Conseil supérieur des Classes moyennes effectuée les 10 avril et 26 juin 1972;

Vu la loi du 23 décembre 1946, portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'intitulé de l'arrêté royal du 28 février 1962 instaurant des conditions d'exercice de la profession de coiffeur dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté royal instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle de coiffeur dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat. »

Art. 2. L'article 1er du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. L'activité professionnelle de coiffeur ne peut être exercée à titre principal ou accessoire dans une petite ou moyenne entreprise du commerce ou de l'artisanat que pour autant que soient remplies les conditions prescrites par le présent arrêté. »

(1) *Moniteur belge* du 20 mars 1971.

(2) *Moniteur belge* du 20 mars 1971.

(3) *Moniteur belge* du 3 avril 1962.

(4) *Moniteur belge* du 22 décembre 1966.

28 NOVEMBER 1972. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 februari 1962 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van het beroep van kapper in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 december 1966

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 15 december 1970 op de uitoefening van beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen, inzonderheid op artikel 19, § 2 (1);

Gelet op het koninklijk besluit van 25 februari 1971 tot vaststelling van de uitvoeringsmaatregelen van de wet van 15 december 1970 (2);

Gelet op het koninklijk besluit van 28 februari 1962 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van het beroep van kapper in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 december 1966 (3) (4);

Gelet op de raadpleging van het Nationaal Verbond der haarkappers van België en van de Haarkapperskring, die plaatsvond op 10 april en 26 juni 1972;

Gelet op de raadpleging van de Hoge Raad voor de Middenstand, die plaatsvond op 10 april en 26 juni 1972;

Gelet op de wet van 23 december 1946 tot instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, lid 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en Middenstand en van Onze Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het opschrift van het koninklijk besluit van 28 februari 1962 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van het beroep van kapper in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Koninklijk besluit tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van kapper in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen. »

Art. 2. Artikel 1 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. De beroepswerkzaamheid van kapper mag, als hoofd- of bijberoep, slechts worden uitgeoefend in een kleine of middelgrote handels- of ambachtsonderneming, voor zover voldaan is aan de in dit besluit bepaalde eisen. »

(1) *Belgisch Staatsblad* van 20 maart 1971.

(2) *Belgisch Staatsblad* van 20 maart 1971.

(3) *Belgisch Staatsblad* van 3 april 1962.

(4) *Belgisch Staatsblad* van 22 december 1966.